

Chômage

Recul du chômage pour la quatrième année consécutive

La baisse du chômage amorcée en 2015 se poursuit en 2018. Elle est cependant bien moindre cette année qu'en 2017. À la fin 2018, le taux de chômage dans le Grand Est est de 8,4 %, soit 0,2 point de moins que fin 2017. Le chômage des seniors et des jeunes recule, mais celui de longue durée continue d'augmenter, à un rythme plus faible. Le nombre d'offres d'emploi progresse, mais leur niveau de qualification diminue.

Philippe Marchet, Insee

En 2018, la croissance économique française décélère, après une année 2017 bien orientée (+ 1,5 % après + 2,3 %). Cela favorise une nouvelle progression de l'emploi national, mais à un rythme un peu moins fort qu'en 2017.

Le taux de chômage dans le Grand Est à la fin du dernier trimestre 2018 est de 8,4 %. Il poursuit sa décrue, mais à un rythme un peu moins soutenu qu'en 2017 (- 0,2 point contre - 1,3 point en 2017). Le chômage diminue comme partout en France et se contracte au même rythme que dans les autres régions, à l'exception de la Corse. Les régions Hauts-de-France et Occitanie sont toujours les plus touchées par le chômage (11,0 % et 10,3 %), les Pays de la Loire et la Bretagne l'étant le moins (7,2 %). La région Grand Est occupe la huitième place devant la Normandie et derrière le Centre-Val de Loire.

En dix ans, le chômage a augmenté de 1 point dans le Grand Est, du même ordre qu'en France métropolitaine. La hausse est de 0,6 point en Bourgogne-Franche-Comté et de 0,8 point en Pays de la Loire. Elle atteint 1,7 point en Centre-Val de Loire et 1,6 point en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Un recul du chômage presque partout

Presque tous les territoires bénéficient de cette amélioration. Il n'y a que dans la Marne où le chômage reste stable à 8,2 %. Il diminue le plus dans la Meurthe-et-Moselle (- 0,4 point), le Bas-Rhin et la Moselle (- 0,3 point). Le recul est plus limité dans les Ardennes et le Haut-Rhin (- 0,1 point).

Deux zones d'emploi ne bénéficient pas de cette amélioration : le chômage augmente

ainsi à Châlons-en-Champagne et à Sarrebourg (+ 0,1 point à 7,4 % et 6,6 %). Il reste stable à Reims et à Bar-le-Duc (9,1 % et 7,0 %) et baisse dans les 27 autres zones d'emploi, de 0,1 point dans celles de Troyes, Verdun, Remiremont et Chaumont-Langres à 0,6 point à Lunéville. Avec 4,8 %, Wissembourg reste la zone d'emploi où le chômage est le plus faible et Saint-Dié des Vosges celle où il est le plus élevé (11,5 %). L'écart entre ces deux zones reste important, à 6,7 points (+ 0,2 point par rapport à fin 2017). Dans le Grand Est, sur les dix dernières années, le chômage a le plus augmenté dans la zone d'emploi de Troyes (+ 3 points à 11,0 %). En revanche, il a diminué de 0,5 point dans celle de Charleville-Mézières et de 0,4 point dans celle de Chaumont-Langres.

Moins de demandeurs d'emploi

Toutes catégories confondues, 507 290 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi au dernier trimestre 2018, soit une diminution de 1,0 % en un an. Parmi eux, 456 800 sont tenus d'accomplir des « actes positifs de recherche d'emploi » (catégorie A, B et C), les autres n'y étant pas contraints (catégories D et E).

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est de 281 660 en 2018, en retrait pour la troisième année consécutive, de 3 %, soit plus qu'au niveau national (- 1,4 %). Cette baisse est également observée pour les catégories B et C, mais elle est moins forte. Pour l'ensemble des catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi diminue de 2,1 %.

La part des femmes dans les catégories A, B et C est plus importante que dans la

catégorie A (51 % contre 48 %). Le nombre de demandeuses d'emploi y recule de 1,0 % contre 3,3 % pour les hommes. Dans la catégorie A, la baisse est là aussi plus forte pour les hommes (- 3,4 % contre - 2,5 %).

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi diminue fortement en 2018, alors que celui des seniors augmente légèrement (- 4,6 % et + 0,7 %).

Pour les seniors, la situation se dégrade dans tous les départements sauf le Bas-Rhin (- 0,3 %). La hausse est la plus importante dans la Marne, la Meurthe-et-Moselle et la Meuse (un peu moins de 2 %). Elle est la moins forte dans les Vosges, la Moselle et les Ardennes (entre 0,4 et 0,7 %).

C'est dans les départements des Vosges, de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle que le nombre de jeunes demandeurs d'emploi diminue le plus (autour de 7 %), à l'inverse de l'Aube, de la Meuse et les Ardennes (entre - 0,7 % et - 1,7 %). Pour les âges intermédiaires (25-49 ans), le nombre de demandeurs d'emploi est en régression partout, jusqu'à 5 % en Haute-Marne.

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans toutes les tranches d'âge

38 090 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans sont inscrits à Pôle Emploi fin 2018. Leur nombre diminue de 4,4 % en 2018, après - 5,5 % en 2017 et - 10,0 % en 2016. Ceux âgés de 25 à 49 ans sont également moins nombreux, comme en 2017 (- 3,3 % après - 3,1 %). Les seniors le sont aussi (- 1,5 %), après une stabilité en 2017. Les demandeurs d'emploi seniors sont toujours deux fois plus nombreux que les jeunes et représentent 28 % de l'ensemble, soit 78 800 personnes.

Hausse importante du nombre de demandeurs d'emploi les plus diplômés

La baisse du chômage concerne surtout le secteur de la construction où le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A baisse de 12 %, accentuant le mouvement de 2017 (- 10 %). La demande d'emploi continue de reculer dans l'industrie (- 4 %). Le commerce et l'agriculture sont aussi bien orientés (- 5 %).

57 % des demandeurs d'emploi de catégorie A ne sont pas titulaires du baccalauréat ; ils étaient 67 % en 2017. Le nombre de demandeurs d'emploi plus diplômés augmente sensiblement cette année, alors que celui des non-bacheliers diminue (+ 13 % contre - 12 %). Ce sont particulièrement les diplômés du supérieur, de niveau bac+2 ou bac+3 qui sont concernés (respectivement + 24 % et + 27 %). Les seniors les plus diplômés sont plus nombreux également (+ 19 %), principalement les femmes (+ 23 % contre + 17 % pour les hommes). C'est vrai aussi pour les jeunes diplômés, mais davantage pour les hommes que pour les femmes (+ 8 % pour + 5 %).

Le chômage de longue durée continue d'augmenter

La baisse générale du chômage en 2018 ne permet pas celle de longue durée qui continue de s'accroître, mais à un rythme plus faible. Fin 2018, 223 600 personnes recherchent un emploi depuis plus d'un an parmi les catégories A, B et C, soit 2,1 % de plus que fin 2017. Au cours de l'année 2017, cette hausse était de 6,24 %. 49 % des demandeurs d'emploi le sont depuis plus d'un an dans le Grand Est alors qu'ils n'étaient que 47 % à la fin de l'année 2017. La part des demandeurs d'emploi de longue durée est toujours la plus forte dans les Ardennes et dans les Vosges (environ 52 %). C'est dans le Haut-Rhin qu'elle est la plus faible, à 46,4 % (+ 1,2 point). En Haute-Marne, où cette part était parmi les

plus faibles l'an dernier, la progression est de 3,6 points.

Les demandeurs d'emploi venant du secteur de l'agriculture sont les plus touchés par le chômage de longue durée, en raison d'une augmentation notable (+ 3,5 points, à 54 %), suivis par ceux de l'industrie (53 %). Ceux des secteurs du commerce et de la construction le sont un peu moins (45 % et 47 %). Un tiers des demandeurs d'emploi de longue durée ont plus de 50 ans, alors qu'ils ne représentent qu'un quart de l'ensemble. 61 % des ouvriers spécialisés inscrits à Pôle emploi le sont depuis plus d'un an, soit le double des ingénieurs.

La durée d'inscription en 2018 s'allonge à 634 jours pour l'ensemble des demandeurs d'emploi A, B et C. Elle est plus réduite dans le Haut-Rhin et la Moselle (577 et 614 jours). Les durées les plus élevées sont relevées dans les Vosges et les Ardennes (716 et 711 jours). Le nombre de jours d'inscription est de 621 jours pour les femmes et de 646 pour les hommes. Il varie aussi selon le diplôme : 551 jours pour les titulaires du baccalauréat à minima et 704 jours pour les moins diplômés.

Le nombre de demandeurs d'emploi de très longue durée (plus de trois ans) continue de s'accroître, mais à un rythme moindre qu'en 2017 (+ 2 % contre + 4,4 %). Ils sont ainsi 78 200 à être dans ce cas, soit 17 % des inscrits. Les seniors sont plus touchés : la moitié des chômeurs de très longue durée ont plus de 50 ans, alors que les jeunes n'en représentent qu'un quart.

Hausse des fins de mission et des CDD comme motifs d'entrée dans le chômage

En 2018, les conventions de conversion et les licenciements économiques continuent de baisser, mais à un rythme moins soutenu qu'en 2017 (- 11,5 % et - 1,2 %). Les démissions augmentent à un rythme plus élevé qu'en 2017 (+ 21 % contre + 10 %). En

revanche, l'évolution des fins de mission et des CDD s'inverse ; à une baisse de 3,2 % en 2017 succède une hausse de 6 %. De façon symétrique, après une forte hausse des reprises d'activité en 2017, celles-ci chutent en 2018 (- 7,7 % après + 6 %).

En 2018, le boom des reprises d'activité et des premières entrées a cessé ; ces motifs ne représentent plus que 25 % du total contre 27 % en 2017. Aussi, la part des CDD et de l'intérim augmente, passant de 25 à 27 % et touche davantage les jeunes que les seniors (+ 2,3 points contre + 1,3 point). En revanche les licenciements et les conventions de conversion affectent un senior sur 5 contre seulement un jeune sur 25. Les démissions sont plutôt le fait des actifs de 25 à 49 ans dont l'évolution est la plus forte (+ 0,7 point, à 4 %). Les ruptures conventionnelles ne représentent que 7 % des inscriptions à Pôle emploi, mais leur nombre a augmenté de 8 % en 2018.

De plus en plus d'offres d'emploi, mais des emplois moins qualifiés

En 2018, 250 270 offres d'emploi ont été diffusées par Pôle Emploi, soit 9 % de plus que l'an passé. La part d'emplois durables se stabilise, alors que les offres précaires (emplois occasionnels) augmentent fortement. De même, les offres pour des emplois non qualifiés sont plus nombreuses de 15 %, alors que celles pour des emplois qualifiés le sont de seulement 3 % (après + 15 % en 2017).

Le secteur des services regroupe 75 % des offres d'emploi, le commerce 10 % et l'industrie 7 %. Après plusieurs années de diminution, c'est dans l'agriculture que le nombre d'offres progresse le plus (8 300 postes). Le secteur de la construction continue de proposer plus d'offres d'emploi pour atteindre 10 050 postes, niveau le plus élevé depuis 5 ans, à un rythme cependant moindre que dans l'industrie et les services (+ 5 % contre + 8 % et + 7 %). ■

1 Taux de chômage

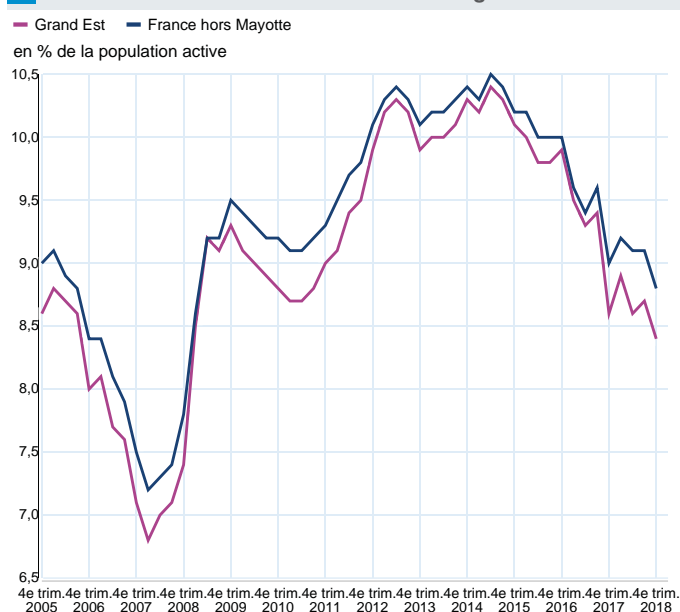
	en % de la population active					Évolution 2018 T4/2017 T4 (en points de %)
	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4 (p)	
Ardennes	10,3	10,6	10,4	10,5	10,2	-0,1
Aube	11,2	11,7	11,2	11,2	11,0	-0,2
Marne	8,2	8,5	8,3	8,4	8,2	0,0
Haute-Marne	7,8	8,3	7,9	7,8	7,6	-0,2
Meurthe-et-Moselle	8,8	9,0	8,8	8,8	8,4	-0,4
Meuse	8,4	8,8	8,6	8,5	8,2	-0,2
Moselle	8,9	9,1	8,9	9,0	8,6	-0,3
Bas-Rhin	7,6	7,7	7,6	7,6	7,3	-0,3
Haut-Rhin	8,3	8,5	8,3	8,5	8,2	-0,1
Vosges	9,4	9,6	9,5	9,5	9,2	-0,2
Grand Est	8,6	8,9	8,6	8,7	8,4	-0,2
France hors Mayotte	9,0	9,2	9,1	9,1	8,8	-0,2

p : données provisoires.

Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

2 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Note : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

3 Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au 4 ^e trimestre 2018				Évolution 2018/2017 (en %) (1)	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C (en % de l'ensemble)	Catégorie A (en % de l'ensemble)	Catégories A, B, C	Catégorie A
Hommes	225 350	146 060	49,3	51,9	-3,3	-3,4
Femmes	231 470	135 600	50,7	48,1	-1,0	-2,5
Moins de 25 ans	60 590	38 090	13,3	13,5	-4,6	-4,4
25 à 49 ans	276 960	164 770	60,6	58,5	-2,8	-3,3
50 ans ou plus	119 270	78 800	26,1	28,0	0,7	-1,5
Inscrits depuis un an ou plus	223 600	nd	48,9	nd	2,1	nd
Grand Est	456 820	281 660	100,0	100,0	-2,1	-3,0
France entière	5 916 700	3 674 400	100,0	100,0	-0,2	-1,4

nd : données non disponibles.

(1) : évolution de l'indicateur entre le quatrième trimestre 2017 et le quatrième trimestre 2018.

Note : données CVS-CJO.

Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendancielles.

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT.